



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Quelles politiques agricoles et agro-alimentaires pour les pays d'Europe de l'Est?

Mr Bernard Wolfer

Citer ce document / Cite this document :

Wolfer Bernard. Quelles politiques agricoles et agro-alimentaires pour les pays d'Europe de l'Est?. In: Économie rurale. N°214-215, 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe ? Session de printemps 1992 organisée par Mme Simone Nidenberg et M. Alain Pouliquen. pp. 98-104;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_214_1_4545

Fichier pdf généré le 08/05/2018

QUELLES POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES POUR LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST ?

TABLE RONDE¹

Séance plénière finale présidée par B. WOLFER

Bernard WOLFER (SFER)

Pour introduire le débat de cette table ronde, je reprendrai le titre de la deuxième partie de cette session : la fin du collectivisme agricole à l'Est, une nouvelle donne pour l'Europe. Il y a d'un côté une Communauté européenne qui se construit avec un marché de plus de 300 millions d'habitants qui s'appêtent à vivre sans frontières, où la démocratie et le capitalisme règnent. D'un autre côté un empire communiste aujourd'hui éclaté, où l'«économie de commandement» était réglée par un centre, l'URSS, elle-même éclatée. Avec plus de 400 millions d'habitants, c'est une autre partie de l'Europe. Deux parties dont l'une sert d'horizon sinon de modèle à l'autre qui est en transition vers une économie de marché avec selon les idéologies, selon les forces politiques, volonté de le faire graduellement ou de le faire en "big-bang". Ces deux parties de l'Europe face à face nous posent aujourd'hui un certain nombre de questions et sont effectivement une nouvelle donne pour l'Europe. Quelles places l'agriculture et l'agro-alimentaire vont-ils prendre dans cette transformation de l'Est de l'Europe ?

Karl-Eugen WAEDEKIN (Université de Giessen)

Je présenterai ici quelques thèmes généraux. Le titre parle de décollectivisation agricole et M. Wolfer a justement élargi le thème à l'agro-alimentaire. Mais s'il n'y a pas décollectivisation ou décommandement de l'économie entière, la décollectivisation agricole sera un échec. Autrefois l'agriculture était la base de l'économie ; aujourd'hui c'est une annexe. Nous avons d'abord cette question cruciale : faut-il aider l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique ou seulement faire du business ? Il est clair que les livraisons alimentaires, à court terme, peuvent être utiles mais à plus long terme risquent de détruire l'économie agri-

mentaire de l'Europe de l'Est. On doit les aider à améliorer la production de leurs marchandises agricoles. Mais alors on aura le problème de la concurrence entre les marchandises de l'Europe de l'Est et celle de l'Europe Occidentale. Une amélioration de l'économie générale dans ces pays fera de l'Europe un pays plus large, un marché plus large, mais un marché pour des produits de plus haute qualité. La Banque mondiale conseille aux Européens de l'Est d'établir une économie de marché qui n'existe pas dans le secteur agro-alimentaire, même chez nous. Comment donner des conseils que nous n'appliquons pas pour des raisons socio-politiques, pas purement économiques ? C'est pourquoi je préfère parler des économies orientées vers le marché. La question est : Peut-on transplanter nos formes technologiques organisationnelles dans ces pays ? Je ne le crois pas. On doit prêter attention au fait que chaque secteur dépend des autres, c'est-à-dire dépend du stade historique de développement de l'économie. Prenez un exemple : une exploitation de vaches laitières avec les races les plus productives demande une infrastructure, une alimentation adaptée, etc... sinon ce n'est pas économique. Alors, aux nouvelles exploitations privées, il faut donner le temps de reconstruire des infrastructures qui leur sont adaptées et pas nécessairement les plus modernes, les plus raffinées, les plus sophistiquées. La réforme agraire sera un procès de long terme. Un mot encore pour conclure sur la question de la taille des entreprises. Les experts de l'Ouest conseillent de garder les grandes entreprises. La grande taille n'est pas toujours une grande échelle d'opération. La grande taille ou la grande échelle se développera, mais maintenant on a besoin d'une taille moyenne, je ne discuterais pas ici de savoir si elle sera une exploitation familiale ou une exploitation de type coopératif. Je crains la tentation de vouloir surpasser les tailles de l'Ouest.

1. Cette table ronde, retranscrite par Bernard WOLFER avec Mme J. JALET, garde le ton spontané de son débat. Nous avons dû cependant réduire certains exposés, certains échanges, surtout pour des raisons matérielles. Enfin, les noms des personnes posant des questions n'ont pu être tous notés. Veuillez nous en excuser.

Mme Edith LHOMEL appartient au CEDUCEE (Documentation française).

M. Jacques CHAMBAUD est agriculteur, président de la CNMCCA (Confédération Nationale de la Mutualité, du Crédit et de la Coopération Agricole).

M. Guy RAFFI est Inspecteur général de l'Agriculture, anciennement, Délégué-adjoint à la Mission interministérielle pour les pays d'Europe centrale et orientale (MICECO).

M. Francis RUEF est secrétaire général d'INTERAGRA.

M. Albert SIMANTOV est président de la SFER, ancien directeur de l'Agriculture à l'OCDE.

M. Karl-Eugen WAEDEKIN est professeur retraité de l'Université de Giessen en Allemagne.

M. Bernard WOLFER est chercheur à l'INRA chargé de mission à la MICECO.

B. WOLFER

Merci beaucoup M. Waedekin. Vous avez réussi à faire en très peu de temps un exposé très précis et je retiens que vous êtes plutôt pour une évolution graduelle et transformiste des agricultures de ces pays. Vous avez mis assez justement l'accent sur les problèmes de taille, de dimension, d'économie d'échelle. J'ajouterai cependant un petit point : il me semble que dans certains cas, les entreprises agricoles des pays de l'Est ont déjà largement dépassé les tailles de celles des Américains, que donc ils n'ont plus tellement à envier et qu'ils ont peut-être à réfléchir sur le peu d'intérêt -comme vous le disiez- de certaines de ces tailles qui ne conduisent pas à des économies d'échelle.

K.-E. WAEDEKIN

Il y a des Américains qui conseillent de garder les grandes tailles.

Bernard WOLFER

Ce sont peut être les Américains qui rêvent de ces complexes agro-alimentaires des pays de l'Est.

Jacques CHAMBAUD (CNMCCA)

Je suis le seul agriculteur de cette table ronde, mais je n'ai pas la prétention de m'adresser à vous au nom de l'agriculture en général. Nouvelle donne pour l'Europe, c'est vrai. C'est sans doute une nouvelle donne que l'on ne prend pas assez en considération. Il n'y a pas tellement longtemps -2 ans- qu'elle existe. Quand on pense au temps qu'il a fallu pour mettre au point la Communauté européenne ! Vouloir que tout soit plus rapide avec d'autres est une erreur. Chaque pays est un cas particulier. Parmi ces pays d'Europe centrale et ex-satellites de l'Union Soviétique, il y a ceux qui ont une "mémoire" - de l'économie moderne, de l'économie de marché, de cette économie capitaliste, libérale, où la coopération peut avoir sa place- et ceux qui ne l'ont pas. Les pays qui ont une "mémoire", ce sont tout simplement ceux qui ont été annexés comme les Etats Baltes en 1939 et les pays d'Europe centrale qui dans les 1945-50 connaissaient encore l'économie de marché. Ce sont des pays qui sont capables de comprendre rapidement et de mettre en place des structures d'économie moderne. Par contre dans toutes les autres Républiques de l'ex-Union Soviétique, il sera incontestablement beaucoup plus difficile de s'adapter à une nouvelle forme de pensée et de rapports économiques.

Il m'arrive assez souvent de recevoir chez moi des personnalités soviétiques. Je leur montre ce qu'est une commune, une mairie, un cadastre, un état civil. Eh bien c'est une découverte ! Et on me pose la question : " Mais qui entretient les chemins communaux ? La Coopérative ? " Alors, il faut expliquer comment sont entretenus les chemins communaux, le travail des D.D.E, du Département, et puis aussi toute la structure des Chambres d'agriculture, des coopératives etc... Ce sont des gens qui n'ont aucune "mémoire" de cette économie de marché et qui ont du mal à comprendre comment elle fonctionne.

Comme l'a dit une éminente personnalité soviétique, il n'y a pas tellement longtemps : "le drame en Union Soviétique, c'est peut-être d'avoir cassé la maison avant d'avoir construit la nouvelle : résultat on couche dehors." Ce que nous pouvons faire, à notre niveau, pour l'agriculture, en relation avec les pouvoirs publics, c'est de les faire venir chez nous, leur montrer ce qu'on est capable de faire, non pas pour leur dire que c'est mieux ici qu'ailleurs mais pour leur dire comment on a construit cette bonne agriculture et comment on peut les aider à construire la leur en tenant compte des différences. Car chaque pays est un cas différent. Personnellement, je suis très européen, je crois à cet espace européen nouveau, à ce futur marché de quelque 800 millions d'habitants. Si nous voulons exporter, il faut avoir aussi la volonté d'importer. Je pense que les deux sont liés, ce qui ne remet pas du tout en cause la préférence communautaire.

B. WOLFER

Je vous propose maintenant d'entendre Monsieur Rueff. Le commerce agro-alimentaire a une grande importance bien sûr en Europe mais aussi entre l'Europe et les pays de l'Est (ex-Union Soviétique, Europe centrale et orientale). J'aimerais demander à Monsieur Rueff ce qu'il pense de l'évolution actuelle, des difficultés rencontrées dans ce négoce aujourd'hui et qu'elles sont les perspectives qu'il voit.

Francis RUEFF (Interagra)

Vous m'avez demandé d'intervenir sur un sujet que bien sûr je connais bien puisque je pratique ce métier du négoce international depuis bientôt 40 ans. Comme il vient d'être dit, il faut distinguer les différentes zones géographiques, car nous devons tenir compte des situations telles qu'elles sont.

Nous considérons que ce qui est bon pour Interagra est bon pour la France, donc bon pour le Marché Commun. C'est un des rares points communs que nous ayons avec la General Motors dont les dirigeants proclament que "ce qui est bon pour Général Motors est bon pour les USA". Ce que nous cherchons à faire, ce que nous faisons, ce que nous croyons savoir faire c'est du négoce, c'est-à-dire principalement exporter des produits agricoles français si possible, et communautaires, en général. Mais pour cela il faut remplir un certain nombre de conditions. Comme le dit le Président Chambaud : "nous devons exporter mais il faut aussi importer." Je reviens sur la complexité de cette situation dans les PECO et la CEI. Ce sont pour l'essentiel des pays à vocation agricole. Pour la plupart, leur économie agricole a été fondée sur les exportations. Ces exportations ont joué un grand rôle : maintien des populations agricoles, apport de devises grâce à l'exportation vers l'Ouest, apport de produits énergétiques en provenance d'URSS. Depuis deux-trois ans maintenant, les structures de ce commerce se sont, sinon effondrées, du moins sont entrées dans une grande confusion, comme le disait le Professeur Waedekin. Les exportations traditionnelles vers la CEI et vers l'Europe occidentale se poursuivent mais avec beaucoup d'à-coups liés aux difficultés des nouveaux Etats

de la CEI. La volonté politique des PECO d'entrer dans le Marché Commun bute sur un relatif blocage des niveaux quantitatifs d'importations chez nous, dû à la crainte que celles-ci perturbent économiquement puis politiquement la situation agro-alimentaire du Marché Commun.

Pour pallier cette situation, nous pensons que le négoce a un rôle important à jouer et ce à plusieurs niveaux. Mais sa stratégie et ses techniques doivent évoluer : les banques centrales d'Etat du Commerce extérieur ont disparu. Le négoce quotidien se fait de façon presque courante puisque les monnaies hongroises, tchèques, polonaises sont pratiquement convertibles. Mais nous devons les aider à trouver des débouchés à l'exportation sinon leur situation économique s'aggraverait. Ils ont en effet besoin de devises pour investir dans la modernisation, le développement de leurs IAA. C'est ce que le négoce fait, qu'il peut faire pour autant qu'il ne soit pas trop vilipendé. En ce qui concerne la CEI, un rôle possible du négoce, consiste par des mécanismes tels que compensation, Barter... à financer les exportations des pays des PECO vers la CEI. Une bonne idée aussi, à laquelle nous pourrions contribuer, c'est la relance des échanges des pays entre eux (commerce triangulaire CEE-PECO-CEI). C'est là peut-être une des clés pour redévelopper la production agricole des pays européens de l'ex-URSS comme la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie. C'est très compliqué et très différent de ce qu'on imagine. En Russie, actuellement, les opérations d'importations et d'exportations importantes sont encore réalisées par les entreprises de l'Etat, et dont la structure a changé, (Prodintorg, etc.) : ce sont nos interlocuteurs. De nombreuses opérations se font avec les nouveaux opérateurs et là également le négoce a un rôle à jouer parce qu'une de nos prétentions c'est d'être des alchimistes et de savoir être les seuls peut-être, à transformer l'or en plomb, ce qui est facile, mais c'est beaucoup plus difficile de transformer le plomb en or ! C'est notre métier de trouver des débouchés pour les produits qui nous sont proposés, souvent ailleurs que dans les pays d'où viennent des produits que nous exportons.

B. WOLFER

Merci Monsieur Rueff, votre exposé suscitera sans doute bien des questions. Monsieur Raffi, votre présence à la mission interministérielle vous fait connaître d'assez près les problèmes posés à ces pays en matière de politique agricole. J'ai entendu lors de la séance plénière qu'un certain nombre de ces pays avait eu tendance, comme le rappelait Monsieur Waedekin, à supprimer la politique agricole en pensant que c'était cela une économie de marché.

Sur ce point et de manière un peu plus générale sur ce qu'on pourrait préconiser en matière de politique agricole dans ces pays, quel est votre point de vue ? Puis vous pourriez nous exposer ce que fait la France en matière d'assistance technique pour ces pays.

Guy RAFFI (MICECO)

Je me contenterai de trois constats qui me paraissent importants et qui ont sans doute couru à travers les interventions savantes de ces deux jours. Etant moins savant, je vais être plus direct. La première idée que je voudrais introduire, c'est me semble-t-il, la contradiction entre la politique économique menée par ces pays et ce qu'on appelle en Europe "politique agricole". C'est-à-dire une politique de soutien public à l'agriculture qui passe par des prix garantis, par des aides structurelles et qui favorise l'organisation collective des agriculteurs à partir des mouvements de producteurs, des coopératives, des offices etc.

Or ce qu'on constate dans ces pays, c'est malheureusement l'inverse. C'est la sortie de l'économie administrée, c'est la destruction de toute démarche collective dans l'agriculture (je pense par exemple à la disparition des coopératives en Roumanie) et c'est la disparition de toute aide à l'agriculture. Cette contradiction amène à la fois les agriculteurs à souffrir énormément et les politiques agricoles à disparaître. Je suis frappé de voir à quel point il y a chez les responsables politiques un désarroi, notamment devant les "médecins de Molière" que sont les consultants, que ceux-ci soient amenés par les pays occidentaux, par la Communauté européenne, par la Banque mondiale ou d'autres institutions internationales. Les ministres que je rencontre ont la tête pleine de conseils en tout sens mais sont en même temps soumis à des pressions sociales de plus en plus considérables qui les amènent à un divorce évident -que les ministres de l'Agriculture européens connaissent bien- entre les théories, les exposés de tribune et les pratiques. C'est dire que poussés par les pressions sociales, ces pays élaborent sans le dire et de façon quasi-clandestine un retour vers des politiques agricoles plus conformes à ce que nous connaissons en Europe et aussi aux Etats-Unis, c'est-à-dire des mécanismes d'intervention, de régulation de marché, des systèmes de soutiens structurels à leur agriculture, s'écartant complètement des recommandations qui leur sont faites sur le plan général dans la mise en oeuvre de leur politique économique. Il y a là un divorce d'autant plus important que comme le rappelait Monsieur Rueff, le PNB de ces pays est à peu près à 20 % agricole, c'est difficile et compliqué de mener une politique agricole contraire à la politique économique générale que les institutions financières et la Communauté internationale en général conseillent.

Le deuxième constat est que, dans la plupart de ces pays, le préalable de la réforme foncière encombre les débats publics. J'ai vu que dans une communication, on a parlé de restauration d'utilité sociale. Je serai plutôt tenté de parler de décongélation. C'est-à-dire qu'effectivement on veut revenir 40 ans en arrière : on privilégie de façon tout à fait outrancière le régime de propriété par rapport au régime d'exploitation. On fait comme si le placement foncier était, dans une économie moderne, un placement rentable. Or il me paraît évident que les gens à qui on rend la terre vont très vite s'apercevoir que cette terre est en principe un outil de production. La situation

actuelle fait éclater l'ensemble des structures de production et interroge fortement sur la capacité auto-nourricière de ces pays, fussent-ils de grande tradition agricole dans le passé.

Enfin, troisième réflexion : "que fait la France pour tout ça ?". Nous essayons actuellement de passer d'une logique d'offre de coopérations technique et politique à une logique de la demande et c'est très difficile. La logique de l'offre portait essentiellement sur l'apologie de l'exploitation familiale. C'est-à-dire que par les échanges dont parlait Monsieur Chambaud, par des dispositifs de formation qui permettent l'apprentissage de la gestion d'une exploitation, nous avons voulu favoriser le passage d'une économie agricole de grande dimension à une économie agricole de type familial, qui est en Europe occidentale celle qui a fait la preuve de son efficacité. C'est un chemin d'autant plus difficile que, comme on l'a dit dans d'autres communications, je crois, dans la plupart de ces pays, les agriculteurs, au sens occidental du terme, n'existent plus, ou peu, entre les ingénieurs et les ouvriers agricoles.

La demande est évaluée avec nos interlocuteurs au sein des commissions mixtes agricoles, et conduit à élaborer de façon régulière des programmes avec des partenaires. C'est, me semble-t-il, ainsi que l'on peut démystifier les discours officiels et mettre en avant la notion de développement rural à la fois comme frein à la détérioration à venir dans ces pays, et à la rencontre avec la productivité qui, lorsqu'elle se fera, détruira l'emploi agricole dans la plupart de ces pays. Il me semble nécessaire d'introduire des mécanismes compensatoires pour éviter les conséquences les plus noires de cette évolution.

B. WOLFER

Merci Monsieur Raffi. Vous venez de nous dire que le développement d'entreprises agricoles dans une économie de marché ne peut se faire sans politique agricole. C'est déjà un point important face à ceux qui prônent sa disparition. Mais quelle politique ? Notre président, Monsieur Simatov, va nous parler de la place que peuvent prendre des politiques agricoles dans les politiques macro-économiques.

Albert SIMANTOV (Président de la SFER)

Une politique agricole ne peut opérer que dans un environnement macro-économique sain. Ce que nous avons constaté dans un certain nombre de pays de l'Europe centrale et plus particulièrement dans l'ancienne Union Soviétique, c'est que les politiques macro-économiques ont été envisagées de manière trop rapide et que l'ordre dans lequel les mesures ont été prises ne correspondait pas aux besoins de ces économies.

Par exemple, lorsqu'on a décidé d'introduire les mécanismes de marché et de liberté des prix, on a introduit la liberté des prix sans qu'il existe un marché. Donc une liberté de prix ne veut pas dire grand chose s'il n'y a pas un marché qui fonctionne, s'il n'y a pas d'institutions commerciales, d'institutions bancaires, d'institutions de crédit qui fonctionnent. On a l'impression que dans cer-

tains cas, on a voulu aller trop vite ou que l'on n'a pas réfléchi assez longtemps aux priorités, et à l'ordre dans lequel les différentes mesures devaient être prises. Je crois que l'agriculture a souffert dans ces pays de l'absence d'une politique économique d'ensemble, cohérente et bien réfléchie. Par exemple, confrontée à tous les problèmes de déséquilibres de leurs comptes intérieurs et de leurs comptes extérieurs, la plupart de ces pays ont été amenés à supprimer toutes les subventions mais à le faire d'une manière brutale sans en même temps mettre en place des mécanismes de protection des couches sociales qui allaient pâtir de l'inflation qui devait surgir. Car il était bien clair que cette inflation était inévitable..

1ère observation : si la plupart des pays de l'Europe centrale -et surtout en ex-Union Soviétique- rencontre des problèmes importants en matière agricole, ce n'est pas la responsabilité de l'agriculture, c'est la responsabilité du contexte macro-économique dans lequel le secteur agricole et agro-alimentaire a été plongé de manière très rapide, pour des raisons évidentes. Ce n'est pas le moment ni le lieu de discuter des raisons qui ont amené les autorités à agir de cette manière mais l'agriculture subit les contre-coups de cette rapidité vraiment vertigineuse avec laquelle le système a changé sans pour autant que les nouveaux mécanismes soient mis en place.

Le 2ème point que je voudrais signaler, -c'est aussi vrai pour la politique agricole que pour la politique macro-économique- c'est que les politiques dans pratiquement tous les pays de la zone qui nous intéresse ne sont pas crédibles. Il y a une absence de crédibilité de la part des opérateurs économiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces pays. Le manque de crédibilité est dû peut-être au flottement qui existe dans ces pays, aux changements très fréquents qui interviennent et, il faut bien l'avouer, au sentiment généralisé que les gouvernements centraux n'ont pas toujours de prise sur l'économie.

Par exemple, une importante économie parallèle fonctionne, et on a le sentiment que les mécanismes mis en place par les pouvoirs publics n'ont pas prise sur cette économie voire n'en tiennent pas compte. Peut-être qu'il en est très bien ainsi, peut-être que c'est ainsi qu'on peut assurer une certaine stabilité sociale ou politique dans les pays, mais le fait est que les politiques fiscales, les politiques budgétaires, ne peuvent pas fonctionner parce que les institutions n'ont pas été mises en place.

3ème point : ce que nous pouvons apporter aux pays de l'autre côté de l'Europe. L'aide principale que nous pouvons leur apporter c'est de leur montrer les erreurs que nous avons commises chez nous, car nous avons commis énormément d'erreurs surtout en matière de politique agricole. Il ne faut pas oublier que s'il fallait repenser la politique agricole dans la Communauté Economique Européenne, ou dans chacun de nos pays, on aurait pu faire bien mieux que ce que nous avons fait. Nous savons très bien les raisons qui ont amené les gouvernements dans les années soixante à agir comme ils l'ont fait, mais on a l'obligation de dire à nos partenaires de l'Europe centrale, -je pense à eux, plus qu'à l'Union So-

viétique car la situation est vraiment très différente dans ce pays là-, de bien réfléchir avant d'introduire des mécanismes de protection "aveugles" qui ne sont pas bien ciblés. Les erreurs en Europe occidentale viennent de ces mécanismes de protection généralisée mal ciblés, et qui sont à l'origine de pas mal de problèmes que nous connaissons (surtout de disparités de situations entre agriculteurs et de disparités de situations entre régions à l'intérieur de la Communauté ou à l'intérieur de la France). Donc il faut expliquer à nos collègues qu'ils devraient éviter ce genre de mécanismes. Et d'ailleurs ce matin, lors de la discussion sur la Pologne, des personnes de l'auditoire ont dit : "est-ce qu'un pays comme la Pologne a les moyens de protéger son agriculture comme les pays occidentaux le font ?".

Pour conclure, je voudrais dire que c'est l'intérêt aussi bien des pays d'Europe occidentale que des nouvelles économies en transition d'Europe centrale -et demain de l'ex-Union Soviétique- d'instaurer un système d'échanges un peu plus libre que le système actuel. Je ne parle pas de libre échange, je ne parle pas de liberté totale du commerce parce que c'est une utopie, mais tout de même d'un système d'échanges beaucoup plus libre et surtout - je dois insister- multilatéral. Certes, il y a des opérations de troc, il y a des opérations triangulaires qui seront nécessaires, c'est inévitable, mais c'est dans un cadre institutionnel et multilatéral que chaque pays trouvera sa place dans l'intégration que nous voulons réussir à l'échelle du continent européen. Si nous n'avons pas une plus grande liberté dans le mouvement des capitaux, des personnes, des biens et des produits, je pense que nous allons retarder les progrès auxquels nous aspirons, et d'un autre côté, il faut bien avouer que si on a des systèmes économiques ouverts, c'est aussi une garantie de stabilité sur le plan politique. Ne fût-ce que pour cette raison seulement, il y aura intérêt à instaurer une économie beaucoup plus ouverte que nous ne l'avons actuellement. En étant réaliste, l'intégration des pays de l'Europe centrale à la Communauté Economique Européenne prendra peut-être une dizaine d'années, voire un peu plus. Il faudrait que tout le monde soit convaincu que c'est le chemin qui doit être suivi et qu'il doit être suivi avec beaucoup de persévérance.

B. WOLFER

Merci Monsieur Simatov. Je crois que l'on pourrait passer tout de suite aux questions si vous le voulez bien.

Mme T

Deux questions : quels types de mécanismes compensatoires envisagez-vous ? Est-ce que ce sont des aides à la production ou des aides au revenu avec ce que cela peut soulever comme attitude de la part des agriculteurs européens ? Et deuxième interrogation : Avez-vous déjà réfléchi au mode de financement de ces mécanismes compensatoires ?

B. WOLFER

Monsieur Raffi ou Monsieur Rueff ?

Francis RUEFF

A ma connaissance, c'est très simple. L'histoire est un éternel recommencement. Deux pays au moins, à ma

connaissance (la Pologne et la Hongrie) sont en train de constituer, s'ils ne l'ont déjà fait, un des organismes bien connus en France il y a des années et qui s'appelle le FORMA (Fonds d'Organisation et de Régularisation des Marchés Agricoles). Celui-ci est financé par des prélèvements sur les importations avec lesquels il subventionne les exportations !

G. RAFFI

Ce que je disais tout à l'heure à propos de la réforme foncière, c'est que les propriétaires n'exploitent pas nécessairement. Ils réclament la terre comme on réclame du capital. Les gens qui l'exploitent eux, n'en veulent pas. Imaginez qu'on dise aux ingénieurs agronomes qui travaillent dans une coopérative ou des organismes paragrains : "vous allez demain cesser le travail et prendre à la place 10 hectares de vos parents". Combien en France diraient oui ? Or c'est à peu près ce qu'on dit actuellement dans la plupart de ces pays aux ingénieurs agricoles.

En matière de développement rural, si on regarde comment fonctionne actuellement une exploitation agricole de 2 000 ha dans ces pays, il y a 10 personnes là où il en faudrait une. Donc relativement vite, dans un système de marché concurrentiel, la variable d'ajustement, comme partout, va être la variable d'emploi. Il va y avoir une disparition rapide des emplois de l'agriculture. A partir de là, l'évolution naturelle, si on ne fait rien, va être une évolution de type latino-américain : les gens vont quitter l'agriculture et ils vont venir en masse dans les banlieues des grandes villes parce qu'on sait bien que dans une banlieue avec des activités diverses, on arrive à survivre plutôt mieux. Et donc il y aura une pression considérable en faveur de l'exode rural ; ce qui en France s'est fait en 50 ans, se fera là en 2 ans ou 3 ans avec des problèmes sociaux insurmontables. Il faut essayer dès à présent de jouer l'emploi rural non agricole à travers des activités artisanales, touristiques, pour avoir des chances de stabiliser la population sur l'ensemble du territoire national et d'éviter de vider les campagnes par la disparition de l'emploi agricole.

M. X

Je voudrais reprendre les propositions de Monsieur Raffi en posant la question suivante : l'intégration des pays d'Europe centrale programmée après l'an 2000 n'est-elle pas un miroir aux alouettes ? Ces pays négociant leur entrée individuellement vont se trouver dans une position beaucoup plus faible. Ne serait-il pas préférable, au moins dans un premier temps que l'Europe favorise plutôt la convergence, l'intégration de ces économies entre elles, de même qu'on préconise au niveau mondial de créer des marchés communs en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord, etc... Est-ce que ça ne serait pas ensuite en renforçant leurs économies encore instables, dans un cadre d'économie de marché de façon à ce qu'ils puissent négocier à leur tour ensemble, avec un pouvoir de négociation beaucoup plus fort, les conditions d'une intégration entre l'Europe de l'Ouest d'un côté et l'Europe de l'Est de l'autre.

J. CHAMBAUD

Je partage totalement le point de vue qui vient d'être exprimé et c'est peut-être ce vers quoi ces pays là s'orien-

tent ; la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne essayent aujourd'hui de constituer une espèce de zone de libre-échange entre eux, certainement pour être plus forts face à la Communauté Européenne ou la CEEI. Quant aux douze républiques de l'ex-Union Soviétique (hors pays Baltes), elles sont interdépendantes les unes des autres. Tout le système a été ainsi conçu et il faudra bien qu'elles continuent à avoir des relations économiques entre elles et qu'elles créent entre elles une espèce de communauté.

Je crois que l'agriculture ne peut pas se traiter de la même façon que toutes les autres productions, industrielles et autres. Tous les pays occidentaux aident leur agriculture d'une manière ou d'une autre. Et les gouvernements de ces pays ne pourront pas ne pas aider leur agriculture. Un pays qui se veut indépendant soutient l'agriculture pour assurer sa sécurité alimentaire. Et la sécurité alimentaire, qu'on le veuille ou non a un coût. Regardez l'Union Soviétique et ses Etats : regardez ce que ça leur coûte aujourd'hui, alors qu'ils auraient les moyens d'assurer leur sécurité alimentaire. Ils ont préféré faire des canons et envoyer des fusées dans l'espace. Mais regardez ce que ça leur coûte aujourd'hui.

Deuxièmement, l'occupation de l'espace rural et l'entretien de l'espace rural : je dis que là aussi ça a un coût, qu'on le veuille ou non. Essayons d'imaginer qu'il n'y ait plus d'agriculture. Vous allez me dire que ce n'est pas possible. Mais essayons de l'imaginer : qu'est-ce qu'il en coûterait au contribuable s'il devait entretenir la nature ?

Enfin j'insiste sur une des missions de l'agriculture (c'est le cas de la France) : les exportations. Même s'il en coûte à la société, il faut se procurer des devises. Quand on a pas de pétrole, on est content d'avoir des devises pour pouvoir en acheter. Je vous assure que quand on dit cela à certains pays qui ne s'étaient jamais rendu compte de ce que représentait l'agriculture parce qu'elle les avait toujours nourris, (c'est le cas de la Tchécoslovaquie, par exemple), et bien ces gens là sont étonnés et commencent à prendre en considération le poids de l'agriculture.

Autre point soulevé par M. Raffi : la volonté de destruction de toute démarche collective. Au lieu de privatiser les terres, (en France même nous cherchons à séparer la propriété de l'exploitation) pourquoi ne pas conserver dans un premier temps la propriété collective du sol, louer la terre à des agriculteurs ?

A. SIMANTOV

Juste un commentaire sur cette question. Je ne pense pas qu'il serait de l'intérêt de certains pays d'Europe centrale d'attendre la constitution d'un marché commun dans tout l'est de l'Europe qui inclut l'ex-Union Soviétique avant de négocier leur entrée dans la Communauté Economique Européenne. Ceci signifierait remettre de plusieurs décennies l'entrée de ces pays dans la Communauté Economique Européenne car je ne pense pas qu'un marché commun ou une zone de libre-échange dans cette partie de l'Europe soit possible compte tenu de l'histoire. D'un autre côté, je pense que pour un certain nombre de pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie

aujourd'hui, (peut-être la Roumanie et la Bulgarie par la suite) il est possible de s'adapter facilement aux conditions de la Communauté Economique Européenne. Je pense qu'il est de l'intérêt également de l'Europe Occidentale de faciliter l'entrée de ceux-ci les uns après les autres, lorsque les circonstances le permettront, pour éviter des dérèglements politiques à l'est de l'Europe. Il ne faut pas oublier que les tensions inter-ethniques sont très importantes à l'est de l'Europe, que laisser à eux-mêmes plusieurs de ces pays pourraient arriver à des déchirements et qu'il vaut mieux les intégrer dans notre propre marché, dans notre propre système économique pour leur éviter ce genre de déchaînement. Ils pourront surmonter leurs problèmes plus facilement s'ils font partie d'un ensemble plus vaste. Je sais que je dépasse le côté économique ou le côté agricole mais c'est pour des raisons essentiellement politiques que j'estime qu'il est de notre intérêt de les faire entrer dans notre Communauté.

F. RUEFF

Il faut rappeler que les institutions ne restent pas les mêmes. Il y a eu une Communauté à Six. Les Anglais sont entrés et la Communauté n'a plus été la même. Aujourd'hui les pays de l'Europe de l'est souhaitent entrer dans le Marché Commun et il faut que nous leur expliquions que le Marché Commun dans lequel ils entreraient ne sera pas celui qui existe aujourd'hui car leur arrivée aura un impact très important sur sa réalité, sa conception sociologique, politique, etc... Ils n'entreront pas dans le Marché Commun dans lequel ils croient entrer.

B. WOLFER

Merci Monsieur Rueff. Les pays d'Europe centrale et orientale doivent aussi savoir que leur entrée dans le Marché Commun ne résoudra pas tous leurs problèmes comme par magie. Dans une communauté de pays "riches", les plus faibles ne tirent pas toujours bénéfice des échanges. La nécessité d'une période transitoire, avec des étapes déterminées par l'objectif, l'intégration, n'est pas un leurre.

M. Y

Protéger l'agriculture dans ces pays, c'est très bien. Mais qui va payer les 150 ou 200 milliards de dollars estimés par les experts ?

G. RAFFI

L'argent ne peut venir que de la Communauté internationale. Enlevez le soutien apporté par la CEE à l'agriculture française et il n'y a plus d'agriculture française. Donc on ne peut pas faire autrement que d'aller vers les soutiens multilatéraux.

En revanche, je ne crois pas du tout, sur ce point, aux chiffres d'experts. C'est une réponse idéologique de dire : "ça coûtera 150 milliards ou 200 milliards". Les organisations internationales, de la Banque mondiale à l'OCDE, ne veulent pas qu'on fasse entrer ces pays dans des systèmes d'agriculture soutenus par l'Etat et par conséquent tous les arguments sont bons y compris les arguments dissuasifs sur les coûts. Les institutions qui seraient capables d'apporter ces aides ne le veulent pas pour des raisons politiques.

M. Y

Il y a une seconde conséquence de la protection agricole dans les pays de l'Est : elle va augmenter l'offre mondiale, donc encore faire baisser les cours mondiaux.

G. RAFFI

Sans doute. Mais il faut raisonner à long terme et politiquement. Je suis frappé de constater, par rapport à nos pays assouplis, à quel point à l'Est la politique est encore une passion. Autrement dit, rationnellement vous avez raison de dire que le COMECON après tout n'est peut-être pas si mal, mais il est impensable de proposer à nos interlocuteurs une alliance de type COMECON.

On a raison de dire que la propriété doit être dissociée de l'exploitation. Il n'empêche que la passion de la terre amène la pression sur les gouvernements pour récupérer la terre familiale. Et ça on n'y peut rien. Il est impossible que les pays d'Europe centrale entrent dans le Marché Commun tel qu'il est. Mais il n'empêche que la Communauté pour ces peuples et ces pays c'est le lieu de la richesse, et eux sont pauvres. Il faut faire très attention au développement d'un système d'exclusion. Ce qui se passe à l'Est ne doit pas nous amener demain une Europe à deux vitesses avec tous les phénomènes qui sont ceux qu'on connaît justement dans les banlieues des grandes villes. Aussi bien le cynisme que l'altruisme conduisent à dire qu'il faut effectivement imposer un certain nombre de sacrifices de façon à rééquilibrer socialement et politiquement l'Europe dans son ensemble.

M. Z

Je réponds à Monsieur Raffi. Je suis d'accord sur son approche de développement local. Mais comment au niveau d'une organisation gouvernementale peut-on prendre en compte cette approche de micro-projet telle que sous-tend son idée de développement local ?

G. RAFFI

On doit encourager les relations entre collectivités locales. Autrement dit, indépendamment des échanges inter-gouvernementaux les soutiens apportés aux initiatives de type micro-projet qui lient la Lozère et tel département polonais ou la Bretagne et tel département roumain me semblent des outils très efficaces. Jusqu'à présent ces démarches des collectivités locales ont été à mes yeux (ce n'est pas péjoratif de le dire) beaucoup trop humanitaires, c'est-à-dire que les démarches de coopération entre collectivités se sont résumées à l'envoi de camions etc... Il faut faire évoluer ces relations entre communes, entre départements, entre régions vers une démarche de développement rural. C'est là me semble-t-il que sont les opérateurs les plus efficaces. Et il faut éviter de céder à l'illusion de l'économisme d'Etat.

Edith LHOMEL (CEDUCEE)

Je crois que ce n'est pas simplement une dimension passionnelle si les pays d'Europe centrale et orientale ne veulent pas retourner dans le giron de l'ex-Union Soviétique ou ce qu'il est devenu depuis. Il y a aussi -je crois- le fait que les anciennes complémentarités ou plutôt dépendances énergétiques de l'ensemble de la zone à

l'égard de l'Union Soviétique n'ont plus lieu d'être aujourd'hui, parce qu'il y a une refonte totale des appareils industriels. Il y a une casse gigantesque de tout ce qu'a été l'industrie lourde. Bien sûr, on peut former le voeu pieux de vouloir qu'ils s'arrangent un peu plus entre eux et ennuient un peu moins la Communauté Européenne mais je pense que tout ça se fait ensemble : il y a des complémentarités régionales qui se recréent sur la base de nouveaux rapports commerciaux, pas sur les anciens. Et ça n'exclut pas non plus le fait qu'il faut aussi qu'ils se mettent à coopérer et à rentrer dans cette Communauté Européenne. Je pense qu'il y a des dynamiques qui sont en train de se créer : Mer Noire, Coopération triangulaire entre les trois pays d'Europe centrale, dans l'ancienne Union Soviétique entre certaines Républiques mais qui ne vont pas être du tout la perpétuation de l'ancien ordre, c'est évident et pas seulement pour des raisons de réactions émotionnelles.

K.-E. WAEDEKIN

Je pense que vous idéalisez la complémentarité telle qu'elle a existé. Mais la nouvelle complémentarité signifiera des prix beaucoup plus élevés pour l'énergie, des marchandises qui seront aussi chères que les marchandises industrielles de l'Occident et les pays voudraient acheter ces dernières. La complémentarité ne peut pas redevenir semblable à ce qu'elle était dans le passé. Le changement sera immense.

B. WOLFER

Monsieur Rueff, vous vouliez ajouter un mot ?

F. RUEFF

Il est un peu tard pour engager une polémique. Je rappellerai seulement que les Soviétiques vendaient très bon marché leur énergie aux PECO et achetaient très cher des produits qui n'avaient leur place ailleurs, ni par leur prix ni par leur qualité ! Aujourd'hui, on sait très bien que des pays comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne etc. et même l'Albanie étaient de ce fait soutenus à hauteur de 30 % de leur budget par les Russes et par le COMECON !

Edith LHOMEL

Quand je parle d'échange inégal, ça ne voulait pas forcément dire que c'était dans un sens défavorable pour l'Europe centrale ou orientale. Vous devez rajouter la dimension politique et la défense de l'ex-Union Soviétique envers ces pays ; elle l'a fait à coût économique très élevé.

B. WOLFER

On pourrait engager un débat passionné sur ces thèmes et il faut regretter que le temps nous manque. Les participants à cette table ronde ont avancé quelques thèses qui ne sont pas toujours exprimées dans les enceintes internationales et qui méritent d'être défendues. Elles ont peut-être apporté un éclairage complémentaire sur vos travaux de ces deux journées. Il serait étonnant que nous n'ayons pas à reprendre ces débats dans quelques temps d'ici. Je vous remercie.